





Édité par les militant-e-s du Nouveau Parti Anticapitaliste de la Santé

Contre les ordonnances et les reculs sociaux XXL de Macron toutes et tous en grève et en manifestations le 12 sptembre !

e 12 septembre, la CGT et l'Union Syndicale Solidaires appellent les salariéEs de tous les secteurs professionnels, dans tout le pays, à faire grève et à manifester contre les ordonnances Macron. Dans de nombreux départements, d'autres forces syndicales les ont rejointes. Le NPA soutient cette mobilisation.

Réagir vite, car l'heure est grave!

A la sauvette, en quelques semaines, Macron et son gouvernement espèrent profiter de l'effet de surprise pour achever la destruction du code du travail entamée par la « loi travail » en 2016. En utilisant la procédure antidémocratique des ordonnances,



ils tentent d'éviter toute discussion publique, et toute mobilisation.

Les ordonnances Macron, c'est le projet du Medef: le retour au « patronat de droit divin », seul maître à bord face à des salariés sans droits. Dans chaque entreprise, l'employeur pourrait aisément modifier le contrat de travail, les règles de rémunération, d'embauche, de licenciement, les conditions de travail. Le contrat à durée indéterminée deviendrait l'exception, la représentation des salariés serait affaiblie, les licenciements grandement facilités. Le « choix » serait entre la précarité, au bon vouloir du patron... ou le chômage.

Dans le public et le privé, la santé et l'action sociale, nous sommes toutes et tous concernéEs

Dans les cliniques et le secteur social privé, les conséquences des ordonnances seraient immédiates. Les employeurs ont déjà laminé les conventions collectives. Ils auraient désormais les mains totalement libres, dans chaque établissement, pour réduire les salaires, précariser les emplois, licencier, casser les droits syndicaux.

Macron et son gouvernement voudraient faire croire que les salariés du secteur public ne sont pas concernés. Il faudrait être bien naïf pour les croire.

Pendant sa campagne, Macron a ouvertement annoncé sa volonté d'instaurer « l'autonomie » des hôpitaux et établisse-

imprimé par nos soins / ne pas jeter sur la voie publique